

Français et Anglais unis pour la qualité de l'eau

Autour d'un plan d'études portant sur 6 sites (3 français et 3 anglais), des partenaires franco-britanniques expliquent les objectifs du plan "interreg" à l'issue d'un séminaire de 2 jours. Le lac au duc est concerné.

Pendant 2 jours, les différents partenaires britanniques et français engagés dans le plan "interreg" dit "Water II" se sont réunis pour coordonner leurs efforts. Ce plan, au financement européen, notamment, vise à travailler, autour de 6 sites (3 en France, 3 en Angleterre), sur les causes des pollutions de plans d'eau ou de nappes phréatiques. « Le lac au duc est un des 6 sites étudiés dans le cadre de ce plan » s'étalant sur plusieurs années, expliquait Dave Cooper, Directeur de l'université de Chichester et à la tête de l'équipe franco-britannique. Qualité des eaux, concentrations en nitrates et phosphates, causes de ces concentrations et solutions préventives et cura-

tives sont les objectifs visés dans le cadre de ces études. Sur l'ensemble des 6 sites, des conditions géologiques et géographiques différentes, mais également des problématiques communes. « Nous avons beaucoup à apprendre mutuellement ».

EPANDAGE ET ULTRASONS POUR ASSURER LA BAIGNADE

Concernant le lac au duc, l'enjeu a été résumé par Patrick Le Diffon, président de Ploërmel communauté. « Ce plan d'eau a une importance majeure pour notre territoire (...). Nous faisons face à des problèmes récurrents de pollution par les algues depuis plusieurs dizaines d'années ». Une pro-



Français et Anglais travaillent main dans la main au sein d'un programme qui étudie notamment le lac au duc.

Du peroxyde d'hydrogène sera utilisé dans le lac au duc

blématique qu'essaye d'endiguer notamment le Grand bassin de l'Oust (un des partenaires du programme) depuis 25 ans.

Durant ces 2 jours de séminaires, a été dressé un récapitulatif du travail mené depuis novembre 2017. L'occasion aussi de lancer deux projets à court et long terme. Pour le volet immédiat, c'est à un plan curatif, destiné à assurer la baignade dans le lac, qui va être mis en place. Pour cet été 2018, il consistera en « un plan d'épan-

dage de peroxyde d'hydrogène dans la partie de baignade », expliquait Luc Briant, de l'Université Rennes I et spécialiste des cyanobactéries. Une technique qui a fait ses preuves en labo, et qui sera donc appliquée à grande échelle sur les 5 000 m² de zone de baignade. Et le plan de l'été 2019 est déjà prêt. Un système d'ultrasons à basse fréquence devrait être expérimenté, pour annihiler le développement des algues et des cyanobactéries.

PAIEMENT COMPENSATOIRE POUR LES AGRICULTEURS

Pour le long terme, le plan d'action est plus complexe. Il s'agit d'impacter sur les origines des intrants nitrates et

phosphatés. « A long terme, on voudrait régler le problème à la source », précisait pour sa part Claudia Wiegand, de l'Université Rennes I. Cela passe par l'implication du secteur agricole. Les partenaires du plan "interreg" réfléchissent ainsi à un Paiement pour service écosystémique (PSE). Un système de contrepartie financière qui nécessite un travail d'analyse économique, pour comprendre les impacts économiques pour les agriculteurs, comprendre et quantifier (en gain économique et environnemental) les résultats de telles mesures réduisant ou supprimant les intrants. Restera alors la question du payeur : qui prendra en charge ce PSE, et à quelle hauteur ?

Emmanuel Verdeaux